

Conclusions du Groupe international d'appui au Liban

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 5 MARS 2014



1. Les participants ont remercié le président Hollande et le gouvernement français d'avoir accueilli le Groupe international de soutien au Liban. Ils ont rappelé la déclaration du président du Conseil de sécurité en date du 10 juillet 2013 (S/PRST/2013/9) et le résumé du président publié après la réunion inaugurale du Groupe international de soutien tenue le 25 septembre 2013 (SG/2198). Ils ont souligné qu'il fallait continuer d'apporter un appui international solide et coordonné au Liban pour aider le pays à faire face aux problèmes qui pèsent sur sa sécurité et sa stabilité, et ils se sont félicités des progrès réalisés dans ce sens. Ils ont rappelé que l'attachement des Nations unies à la stabilité du Liban était au cœur de la **résolution 1701 (2006)** du Conseil de sécurité et d'autres résolutions pertinentes.

2. Les participants se sont vivement réjouis de l'annonce le 15 février 2014 de la formation d'un nouveau gouvernement au Liban [1] et se sont déclarés prêts à œuvrer, en étroite collaboration avec le Premier ministre Tamam Salam et son gouvernement, à promouvoir le soutien en faveur du pays. Ils ont souligné qu'il était capital que le gouvernement soit en mesure de faire face

efficacement et sans retard aux problèmes économiques, sécuritaires et humanitaires immédiats que connaît le pays. Ils ont appelé toutes les parties au Liban à l'unité pour garantir la continuité des institutions de l'État. Ils ont déclaré qu'il était crucial, pour la confiance et la stabilité dans le pays, que les élections présidentielle et législatives se déroulent selon le calendrier prévu, conformément aux procédures constitutionnelles du Liban et aux pratiques démocratiques.

3. Les participants ont remercié le président Sleimane de l'action qu'il mène pour préserver la souveraineté, l'unité et la stabilité de son pays ainsi que la continuité des institutions libanaises, promouvoir le dialogue et mettre le Liban à l'abri des répercussions du conflit en Syrie. Ils ont souligné qu'il importait que toutes les parties au Liban respectent la **Déclaration de Baabda** et la politique de dissociation du pays.

4. Les participants ont vigoureusement condamné les attentats terroristes à répétition qui frappent le Liban et souligné que les responsables devaient être traduits en justice. Conscients que la menace terroriste qui pèse sur les civils libanais s'accroît, ils ont dit qu'il fallait y apporter une réponse globale et notamment renforcer le soutien international en faveur des services de sécurité libanais. Ils ont répété qu'il ne saurait y avoir d'impunité au Liban et relevé que le procès devant le Tribunal spécial pour le Liban s'était ouvert le 16 janvier 2014 [2]. Ils ont rejoint le peuple libanais dans son rejet de l'extrémisme et de la violence.

5. Les participants ont souligné le rôle décisif de l'armée libanaise, qui s'est employée à faire face aux menaces que la crise syrienne fait peser sur la sécurité au Liban et le long des frontières du pays et a coopéré avec la Force intérimaire des Nations unies au Liban pour aider à maintenir le calme le long de la Ligne bleue. Ils ont déclaré qu'il fallait encore renforcer les moyens de l'armée pour l'aider à relever ces défis. Ils se sont félicités de l'aide internationale déjà apportée dans le cadre du plan quinquennal de renforcement des capacités de l'armée libanaise ainsi que de l'assistance généreuse récemment proposée par le Royaume d'Arabie saoudite [3]. Ils ont pris note du lancement le 20 février

du mécanisme de coordination destiné à appuyer ce plan. Ils ont déclaré attendre avec intérêt la conférence en faveur de l'armée libanaise que le gouvernement italien entend organiser à Rome et qui offrira une occasion privilégiée de promouvoir collectivement l'assistance internationale.

6. Les participants ont souligné que le conflit syrien faisait peser un fardeau de plus en plus lourd sur le Liban et qu'il était nécessaire de mieux le partager. Ils ont salué la générosité du Liban, qui accueille sur son territoire environ un million de réfugiés de Syrie. Ils se sont félicités des promesses faites à la conférence internationale des donateurs qui a eu lieu au Koweït le 15 janvier 2014 et ont souligné qu'il fallait non seulement accélérer la fourniture de l'aide promise mais aussi apporter une assistance supplémentaire comme il est demandé dans le plan de gestion régionale de la situation des réfugiés syriens. Ils ont encouragé le gouvernement libanais à se coordonner étroitement avec l'ONU et les autres partenaires pour faire face aux besoins humanitaires essentiels des réfugiés au Liban. L'ONU et ses partenaires se sont déclarés prêts à collaborer étroitement avec leurs homologues libanais, notamment pour améliorer la capacité du Liban de gérer et d'aider les réfugiés qui arrivent et de mettre en place les mesures d'urgence nécessaires pour les accueillir. Ils se sont réjouis des efforts déployés pour élargir les programmes de réinstallation destinés aux réfugiés syriens et ont encouragé la communauté internationale à rechercher d'autres façons d'apporter son aide dans ce domaine.

7. Les participants se sont déclarés à nouveau préoccupés par les répercussions négatives que le conflit syrien a au Liban sur les communautés vulnérables et sur certains secteurs clés, notamment la santé, l'éducation, les infrastructures et l'emploi. Ils ont relevé l'importance de la feuille de route pour la stabilisation élaborée depuis la première réunion du Groupe international de soutien par le gouvernement libanais en partenariat avec la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies, qui définit les interventions prioritaires nécessaires pour atténuer les effets de la crise syrienne sur le Liban. Ils ont encouragé le gouvernement libanais et ses partenaires à mettre en œuvre rapidement la feuille

de route et à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter et coordonner étroitement la fourniture de l'aide disponible. Ils ont souligné l'utilité de l'assistance qui a déjà été fournie au Liban dans le cadre des partenariats à long terme, qui se sont intensifiés depuis le début de la crise syrienne, et pris note du soutien qui a déjà été apporté à des projets immédiats au profit des programmes du gouvernement et des communautés d'accueil conformément à la feuille de route. Ils ont recommandé que cette assistance se poursuive aussi bien par le biais des instruments de financement de l'action humanitaire et du développement que par l'entremise du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le Liban géré par la Banque mondiale. Ils ont remercié les gouvernements norvégien, français et finlandais, ainsi que la Banque mondiale des premières contributions versées au Fonds et se sont félicités de l'intention déclarée des autorités libanaises de mettre en place des mécanismes de gouvernance pour faciliter le versement rapide de l'aide.

8. Les participants se sont réjouis à la perspective que les futures réunions du Groupe s'ouvrent à un cercle plus large de participants et ont prévu que le Groupe se réunirait à différents niveaux en tant que de besoin.

[1] Ndlr. « [Après 10 mois, le Liban se dote d'un gouvernement](#) », Réseau Voltaire, 16 février 2014.

[2] Ndlr. « [Le TSL, tribunal d'exception](#) », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 20 janvier 2014.

[3] Ndlr. « [Le silence et la trahison qui valaient 3 milliards de dollars](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 janvier 2014.

Source : « Conclusions du Groupe international d'appui au Liban », *Réseau Voltaire*, 5 mars 2014, www.voltairenet.org/article182541.html